

Luis Martinez : « Au Mali, un scénario se profile, celui d'un compromis tacite selon lequel le religieux prendrait en main le social, tandis que l'économie constituerait le domaine réservé d'une élite liée à la Russie ou à la Turquie »

.....

Entretien réalisé par Jean-Christophe Noël | 24 avril 2026 | ENTRETIEN



Luis Martinez, chercheur au [Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris](#), décrypte pour Le Rubicon les mutations politiques et religieuses au Sahel, ainsi que la rivalité entre l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental. Il analyse les conséquences de la guerre civile algérienne et des échecs politiques de la France au Sahel, et interprète les relations tumultueuses entre les autorités au pouvoir à Alger et Rabat, qui tranchent avec celles, plus apaisées, qu'entretiennent les populations. Luis Martinez montre comment, au Sahel comme en Afrique du Nord, les crises sécuritaires, les influences extérieures et les aspirations sociales redessinent un espace en constante recomposition.

Vous êtes reconnu comme un expert du Maghreb et du Sahel. Pourquoi vous êtes-vous spécialisé dans cette zone ?

Mon doctorat portait sur l'expérience de gouvernance des villes par le [Front islamique du salut](#) (FIS) en Algérie au début des années 1990. La guerre civile a alors éclaté – de manière assez inattendue, je dois dire –, mais j'ai poursuivi mes travaux. Ma thèse a justement fini par porter sur [cette guerre civile algérienne](#) et j'ai continué à m'intéresser aux problématiques qui traversaient l'Afrique du Nord. Par exemple, j'ai réalisé des terrains en Libye pour mieux comprendre comment un pays [fonctionnait sous embargo](#), à l'instar de celui mis en place par le Conseil de sécurité des Nations unies pour sanctionner l'implication du régime libyen dans l'[attentat de Lockerbie](#). J'ai par ailleurs été détaché pendant 2 ans à l'[École de la gouvernance et d'économie de Rabat](#). Enfin, entre 2015 et 2020, j'ai fait une soixantaine de missions au Sahel – qu'on peut aussi considérer comme le Sud de l'Afrique du Nord, en assurant la direction scientifique d'un [projet sur la prévention de la radicalisation](#) au Sahel

et en Afrique de l'Ouest. Avec des collègues, nous avons monté un réseau d'experts sur la radicalisation issus des différents pays de la zone. D'une manière générale, mes recherches portent sur certains des fondements qui structurent les sociétés dans cette région.

Justement, au sujet du Sahel, comment un islam plus radical s'est-il installé dans la région ?

L'islam est [présent depuis des siècles au Sahel](#) et a cohabité avec [différentes formes de syncrétisme](#). Des émirats dominaient cette aire géographique aux XVIII^e et XIX^e siècles et la [colonisation française les a renversés](#). Le vivre ensemble était alors fondé sur le partage de croyances et de comportements communs, et s'accommodait fort bien de différentes pratiques de l'islam.

Mais dans les années 1970-1980, une [nouvelle interprétation plus rigoriste](#) émerge [dans la région](#). Grâce à ses ressources financières, l'Arabie saoudite [exporte son modèle religieux](#) à travers le monde, et [notamment au Sahel](#). Des travaux datant des [années 1990](#) montrent même une très forte présence du [wahhâbisme](#) au [Burkina Faso](#) ou au [Bénin](#) à cette époque. L'Arabie saoudite contribue largement à la formation de cadres religieux grâce à une politique attractive. Elle invite de jeunes étudiants qu'elle forme dans ses propres universités religieuses. Des prêcheurs, des imams, des juristes sont ainsi prêts à répandre le wahhâbisme. Les [écoles coraniques](#) se développent [dans la région](#), d'autant plus que l'offre religieuse augmente sensiblement avec des initiatives semblables prises par le Qatar, le Koweït. L'[Iran](#) ouvre même des [universités chiites](#) dans plusieurs pays ([Côte d'Ivoire](#), [Guinée](#), etc.) et [la Turquie](#), avec l'arrivée du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, est [de plus en plus présente](#).

Ajoutez que le volume de l'aide de l'Europe diminue avec la fin de la guerre froide – créant ainsi un appel d'air pour [d'autres donateurs](#) –, que les très [fortes minorités chrétiennes](#) voient leur représentation se réduire dans un contexte de forte hausse démographique dans la zone – en particulier pour les musulmans – et vous comprenez la [nouvelle dynamique religieuse](#) qui s'empare [de la région](#).

Pour autant, à ce moment-là, on ne parle pas encore de « djihad ». Que représente le phénomène dans cette région ?

Déjà, de [nombreux djihads ont été lancés au cours du temps](#) au Sahel. C'est en effet un ressort très efficace pour lutter contre un envahisseur. Le djihad est déclaré quand pèse une menace très forte, de nature à éloigner la communauté des croyants des valeurs de l'islam. Il convient donc de revenir aux fondements religieux pour la vaincre et se retrouver. Par ailleurs, le djihad renvoie à d'anciens guerriers héroïques, ce qui est source de légitimité, de motivation et d'exemple pour les combattants actuels. Enfin, ce qui est en jeu dans les incantations appelant au djihad, c'est de sous-entendre que le moment colonial n'a été qu'un épiphénomène dans la région, qui a été gouvernée pendant longtemps par d'autres principes plus glorieux. En convoquant un passé imaginaire, on cherche à affaiblir l'héritage colonial (qui se manifeste encore à travers la [langue française](#)), la culture occidentale et, surtout, le principe de laïcité. Bref, cela revient à dire que ce qui s'est passé n'a finalement pas tant d'importance en comparaison avec la culture locale multiséculaire.

Pourquoi la situation sécuritaire devient-elle critique au début des années 2010 ?

Cela s'explique notamment par le débordement de la [guerre civile algérienne au Sahel](#) avec l'implantation de djihadistes dans le Nord du Mali. Ils cohabitent avec des [rebelles touareg](#) en [guerre contre l'État central](#). Une convergence d'intérêts se met en place et débouche sur le projet d'un [émirat islamique de l'Azawad](#). Alors que la [Libye remplissait une fonction importante](#) dans la stabilité du Sahel, le [renversement catastrophique du régime de Mouammar Kadhafi](#) par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2011 accélère la désintégration de la région.

L'intervention française de 2013 au Mali a-t-elle établi un nouveau rapport de force politique ?

Oui, sans conteste, d'autant plus que l'[opération « Serval »](#) était [favorable au président malien](#) d'alors, Amadou Toumani Touré. Des résultats militaires sont obtenus très rapidement. Pour autant, le problème politique demeure, car les rebelles n'ont pas été éliminés. Comme ils savent qu'ils seront annihilés s'ils affrontent directement la puissance de feu française, ils choisissent de se disperser dans les différents pays de la région : au Mali, au Niger, au Burkina Faso. Le retour d'expérience des rebellions en Irak ou en Afghanistan a servi de leçon. Les mouvements insurrectionnels du Sahel s'adaptent donc rapidement et s'engagent dans des stratégies d'affrontements classiques, ce qui complique l'affaire des Français, qui doivent faire face à un adversaire disséminé sur une plus large aire géographique. C'est une des raisons qui pousse Paris à faire appel à plus de forces, qu'elles soient régionales ou européennes.

De fait, si le volet contreterroriste de la stratégie militaire semble fonctionner, notamment avec la neutralisation de nombreux chefs rebelles, la violence gagne toute la région et devient endémique. Comment expliquer ce paradoxe ?

Dans pareil cas de figure, les rebelles se fondent dans la population, inexorablement. Progressivement, ils parviennent à tenir trois fonctions : **de protection**, en empêchant le chaos de s'installer ; **de justice**, en tranchant les différends privés par la loi islamique ; et enfin, de gestion des ressources économiques, comme l'élevage et le pâturage, qui sont particulièrement rares dans cette région où la vie est très dure. Autant de fonctions que l'État est incapable d'assurer par manque de moyens, d'intérêt ou tout simplement de volonté. Les **insurgés rétablissent l'ordre**, ou plutôt **établissent un ordre**, que tous n'apprécient pas obligatoirement, mais qui est accepté. D'autant que tous ceux qui ne l'acceptent pas s'en vont ou sont neutralisés.

Comment se fait-il que les jeunes semblent très sensibles à ce nouvel ordre ?

Parce qu'il met à bas l'ancien, qui **ne leur était pas nécessairement très favorable**. Pour se marier, il était par exemple requis d'apporter une dote, ce qui était éminemment contraignant dans ces régions encore une fois très pauvres. Les djihadistes lèvent cette mesure et les représentants traditionnels qui manifestent trop leur mécontentement sont éliminés.

Les insurgés **fournissent également des motos** à des prix cassés. Les motos japonaises que l'on trouvait auparavant valaient environ 600 dollars étasuniens. Les modèles chinois qui arrivent sur le marché ne valent plus que 250 ou 200 dollars, voire 50 dollars en occasion. Ces motos sont essentielles pour se déplacer dans des régions qui manquent d'infrastructures. Ainsi, le jeune qui en possède une, qui peut en acheter une grâce aux subsides de la rébellion, fait le taxi en journée – il a donc un travail. Et la nuit, il se transforme en combattant motorisé.

Donc, un jeune auquel les insurgés versent un salaire de 150 euros mensuels, qui possède une moto, est marié et appartient à une organisation structurée et redoutée possède tout le capital matériel et symbolique indispensable pour être respecté, voire craint. Une situation inaccessible dans le passé. C'est évidemment beaucoup plus séduisant que de s'engager dans l'armée pour finir affecté à un poste isolé, entouré par une population hostile.

Justement, des efforts importants ont été engagés pour rebâtir l'armée malienne, par exemple. Or, les résultats obtenus ont été très décevants. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?

On peut bien sûr évoquer les raisons habituelles, bien connues et **documentées**, comme la **corruption**. L'argent investi n'arrive pas toujours où il le devrait, le matériel non plus. Mais je préférerais me concentrer sur la mise en récit. Les djihadistes déploient un narratif puissant, s'appuyant sur le religieux évidemment, mais aussi sur la lutte contre une puissance coloniale, à savoir la France. Ce discours transcende les particularités ethniques ou linguistiques. Il raconte que les insurgés sont les « vrais » Maliens, qu'ils se battent contre le pouvoir situé à Bamako, éloigné des populations, corrompu et sous la férule des Occidentaux, un pouvoir qui défend des valeurs factices et importées.

Alors, pourquoi combattre et risquer de perdre sa vie si c'est pour la France ? De nombreuses fois, à tort ou à raison, les Maliens ont eu l'impression que le gouvernement français décidait pour eux ou qu'il ne voyait pas forcément tous les mouvements de rébellion touareg d'un mauvais œil, notamment ceux qui se présentaient comme « **laïcs** » ; alors qu'au même moment, l'ensemble de la population les considérait tous comme des séparatistes armés et violents. Les Maliens ont eu l'impression que les Français parlaient à leur place. Par exemple, une **réunion organisée par la présidence malienne**, qui devait rassembler tous les acteurs politiques du pays, y compris les djihadistes, pour discuter de la situation a même été annulée sur ordre de Paris.

Si vous ajoutez à cela que tout soldat risque de voir son fort se faire attaquer la nuit, sans réel moyen de se défendre, notamment en représailles à des actions violentes potentiellement menées par son unité, on comprend bien que l'armée malienne n'ait pas toujours tenu le rôle qu'on attendait d'elle.

Il semblerait que deux offres politiques dominent la région. D'une part, le souverainisme, mâtiné d'un fort soutien extérieur (la Russie au Mali ou les Émirats arabes unis au Tchad) et, d'autre part, l'islamisme. Seriez-vous d'accord avec cette analyse ?

Ce sont en effet **les offres** les **plus visibles** d'un point de vue politique. Mais deux choses doivent être ajoutées. D'abord, au-delà des catégories, il existe surtout une demande pour un plus **grand respect** de la représentativité, de la constitutionnalité et du bon fonctionnement des institutions. Ensuite, même au sein de ces deux tendances, il existe de nombreuses nuances. Ce ne sont pas des blocs. Prenons l'islamisme : à Bamako, par exemple, certains sont favorables aux Frères musulmans, d'autres aux quietistes ou aux wahhabites, etc. À moins de tuer tout ce qui n'est pas conforme à son mouvement, quel que soit celui qui arrive au pouvoir, il devra composer, surtout dans des grandes villes comme Bamako. Même les djihadistes ont compris que l'attitude radicale de l'État islamique avait constitué l'un des éléments qui avaient conduit à sa perte. Ils ne souhaitent pas reproduire la même erreur. Bref, je pense salutaire de ne pas essentialiser ces mouvements.

Dans un livre remarqué, intitulé *L'Afrique, le prochain califat ? La spectaculaire expansion du djihadisme et publié en 2023, vous vous demandiez si l'Afrique pouvait devenir un califat ? Quelle serait votre réponse*

aujourd'hui ?

D'abord, ce qui est vrai aujourd'hui peut ne plus l'être demain. Si un armistice est signé par exemple entre la Russie et l'Ukraine, Vladimir Poutine décidera-t-il d'envoyer un corps expéditionnaire de 20 000 hommes sur place pour reprendre le contrôle de la situation ? On ne peut pas le savoir.

Néanmoins, ce qu'on perçoit aujourd'hui au Mali, c'est [une division du pays en zones d'influences](#), avec des rebelles qui [dominent le Nord](#) et le Centre, mais qui dont l'emprise est moindre dans le Sud du pays en raison de la [géographie](#) et d'une présence plus forte de l'armée. Aujourd'hui, la question qui est sur toutes les lèvres est : Bamako va-t-elle tomber ? Il me semble que la capitale n'est pas un objectif militaire pour les rebelles, qui, en quelque sorte, s'y noieraient s'ils y pénétraient. Ils n'ont pas les moyens d'assurer l'ordre dans cette métropole. Là encore, les mésaventures de l'État islamique ou d'Al-Qaïda résonnent toujours aux oreilles des chefs djihadistes africains. Leur but est plutôt de s'insérer dans le tissu social de la ville pour apparaître progressivement comme un acteur respectable et normal. Ils attendent en fait que la ville tombe d'elle-même, que les religieux de Bamako les y invitent. Des figures connues, comme l'imam [Mahmoud Dicko](#), pourraient jouer un rôle essentiel dans ce processus. Un scénario se profile, celui d'un compromis tacite, selon lequel le religieux prendrait en main le social, tandis que l'économie constituerait le domaine réservé d'une élite liée à la Russie ou à la Turquie.

Quel rôle tient l'Algérie dans la crise sahélienne ?

Quand la France est intervenue au Sahel en 2013, l'Algérie a annoncé qu'elle ne s'impliquerait pas dans les affaires militaires, mais qu'elle offrirait une plateforme de réconciliation. Une division du travail s'est en quelque sorte instaurée : le militaire aux Français, [le travail politique aux Algériens](#).

La relation s'est néanmoins compliquée quand la France a décidé de rester sur place et de s'investir dans le long terme pour lutter contre les insurgés avec l'[opération « Barkhane »](#). Composer avec une présence militaire française et européenne à ses frontières n'était pas très séduisant pour Alger, d'autant qu'on continuait d'y penser que la solution ne pouvait être que politique, pas militaire. Bref, malgré son statut initial d'observateur, le gouvernement algérien s'est progressivement détaché du problème avant de s'en désintéresser.

Cependant, le départ de la France n'a rien réglé. L'Algérie a connu une grosse désillusion quand la junte militaire au pouvoir à [Bamako](#), suivie de celles de [Niamey](#) et [Ouagadougou](#), ont rompu leurs relations avec le palais d'El-Mouradia. L'arrivée – pas seulement au Sahel – de nouveaux acteurs extérieurs à la région de l'Afrique du Nord l'inquiète aussi. Je pense aux Émirats arabes unis (très actifs [en Libye](#) ou au [Tchad](#), même si d'autres problèmes plus urgents et existentiels accaparent leur attention actuellement) et à la [Turquie](#). Alger doit donc s'adapter et entreprendre des actions diplomatiques pour tenter de renouer des liens avec Niamey et Bamako. Le développement du [gazoduc transsaharien](#) est en jeu, or, ni l'Algérie ni le Niger n'ont intérêt à ce que ce projet échoue. Une ligne rouge demeure : si un conflit éclate dans l'un ou l'autre de ces pays, il est impératif qu'il ne déborde pas les frontières qu'ils entretiennent avec l'Algérie.

Le Maroc semble également vouloir jouer un rôle plus grand au Sahel. Une nostalgie du Grand Maroc est-elle exploitée par Rabat ?

Une nostalgie, je ne sais pas, mais le souhait de poursuivre la dynamique qui a assuré la reconnaissance de sa [souveraineté sur le Sahara occidental](#), initiée par les États-Unis en 2020, assurément. Le Maroc triomphe après 50 années de lutte militaire et diplomatique difficiles et articule, me semble-t-il, trois objectifs. D'abord, Rabat ne souhaite pas que la zone se transforme en une sorte d'Afghanistan africain, instable et explosif. La monarchie prône un [islam modéré](#), selon lequel le pluralisme des pratiques serait la norme. Ensuite, [les Marocains ne veulent pas](#) que le Sahel devienne l'arrière-cour des Algériens, qui pourraient s'en servir comme outil de déstabilisation. Enfin, le Maroc souhaite justement mettre à profit une façade atlantique plus étendue – du fait même de la « résolution » du problème du Sahara occidental – pour contribuer au désenclavement du Sahel et participer directement au développement économique des pays qui le composent.

L'opposition entre le Maroc et l'Algérie, qui émerge dès le départ de la France de la région dans les années 1950-1960, semble se transformer en rivalité de plus en plus vive. Y a-t-il des éléments nouveaux qui structurent cette rivalité ?

La lutte autour du Sahara occidental a été l'objet de rivalité le plus important [entre les deux pays](#) depuis leur indépendance, mais la messe semble désormais dite. L'élément nouveau est la [reconnaissance d'Israël par le Maroc](#), une des mesures requises par Washington pour soutenir Rabat dans le dossier du Sahara occidental. En parallèle, le [soutien militaire israélien](#) apporté au Maroc est important et renforce l'hostilité du régime algérien.

D'une manière générale, ni le Maroc ni l'Algérie ne supporte que son voisin soit le plus fort militairement. Les deux États veulent

apparaître comme la puissance dominante de la région.

Une course aux armements est en effet engagée entre les deux pays, symbolisée très récemment par l'achat par l'Algérie d'avions furtifs SU-57 Felon à la Russie. Faut-il craindre que cette rivalité dégénère en une guerre ?

Que des affrontements armés éclatent à la suite de tensions trop fortes sur certains points de la frontière, nul ne peut malheureusement l'exclure. En revanche, je ne crois pas au scénario de la grande guerre conventionnelle. Le contexte diplomatique ne le permet plus. Le Maroc n'est plus seul, il est soutenu par les États-Unis et Israël. Une aventure militaire serait donc trop risquée pour l'Algérie. À l'inverse, Washington a les moyens de freiner les ardeurs potentiellement trop belliqueuses de Rabat.

Les populations algériennes et marocaines partagent-elles l'hostilité de leurs dirigeants l'une envers l'autre ?

Non. Certes, il existe un gros travail de propagande de part et d'autre, mais il me semble que les Marocains et les Algériens restent lucides sur ces rivalités somme toute artificielles. Beaucoup de facteurs rapprochent les deux populations : elles ont sensiblement les mêmes niveaux de vie, partagent la même culture et parlent la même langue. Les deux pays doivent même composer avec de fortes minorités influentes, que ce soient les Berbères au Maroc ou les Kabyles en Algérie.

Jusqu'à l'[offensive du Front Polisario de 1984](#), soutenue par l'Algérie, qui a entraîné la mort de dizaines de soldats côté marocain, il n'y avait aucune sorte d'hostilité entre les deux peuples. Il est vrai qu'à partir de cette date, on est parfois passé d'un sentiment d'indifférence à de la méfiance. Mais on est encore loin de la défiance ou de l'hostilité. L'affaire du Sahara occidental semble désormais réglée et ne devrait plus être abordée comme un aiguillon. D'ailleurs, la tenue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Maroc en début d'année n'a donné lieu à aucun incident grave entre les supporters marocains et leurs homologues algériens.

Justement, l'Algérie et le Maroc ont récemment été le théâtre de fortes mobilisations populaires. Qui sont les manifestants au Maroc à l'automne 2025, que veulent-ils et les a-t-on écoutés ?

Les [manifestations au Maroc](#) éclatent car le pays et la population affrontent de grandes problématiques sociales qui ne sont toujours pas résolues. Les personnes qui descendent dans la rue préfèrent que des hôpitaux soient construits plutôt que des stades – bâtis pour la CAN et la Coupe du monde de football prévue en 2030.

Le Maroc a l'image d'un pays en fort développement et s'il est vrai que les infrastructures de transport, par exemple, sont modernes et qu'elles se sont améliorées, les salaires, les investissements dans le domaine de l'éducation, de la vie quotidienne, eux, ne suivent pas. Il n'existe pas de politique sociale comme en France ou au Canada avec des aides, des compensations. La vitrine du Maroc est donc formidable, symbolisée par certaines villes dans lesquelles accourent les touristes. Le reste du magasin est moins attirant. Les manifestants appelaient donc à un rééquilibrage. Le mouvement a par ailleurs pris fin avec le [discours du roi Mohammed VI](#) ; sa parole semble avoir suffi à le désamorcer.

Même question pour l'Algérie, avec des manifestations qui se déroulent entre 2019 et 2021. Qui proteste et pourquoi ?

C'est en effet [le Hirak](#), qui signifie le « mouvement » et dont les revendications sont à la fois sociales et politiques. D'un point de vue social, les manifestants reprochent à l'État, qui est riche grâce à l'exploitation des ressources énergétiques, de faire trop peu dans le domaine de la santé, de l'éducation. Ils réclament plus d'investissements pour un service public de meilleure qualité. D'un point de vue politique, ils expriment leur fort mécontentement envers les affaires de corruption et surtout les pratiques institutionnelles. On s'interroge quant à l'aptitude d'Abdelaziz Bouteflika à diriger le pays après un grave accident de santé et le fait qu'il soit maintenu au pouvoir dans de telles conditions exaspère le pays.

Une des solutions avancées par les manifestants est la mise en place d'un État démocratique contrôlé par les civils. Évidemment, cette proposition n'enthousiasme pas les militaires au pouvoir et c'est l'arrivée du président Abdelmadjid Tebboune qui permet de sortir de la crise. Ce dernier est un excellent communicant, très présent sur les réseaux sociaux. Il se fend d'ailleurs d'[une formule](#) qui résume tout : « Le Hirak, c'est moi. » Abdelmadjid Tebboune décide en quelque sorte d'incarner le mouvement, évidemment pour mieux le contrôler. De façon attendue, des réformes sont entreprises pour accompagner ce slogan : un plan est adopté pour diversifier l'économie ; de nouvelles mines de phosphate sont ouvertes dans le Sud du pays ; des villes nouvelles sont développées ; et le pays s'ouvre davantage au tourisme.

On peut se demander si ces réformes sont destinées à durer. Il me semble que l'Algérie est mieux structurée aujourd'hui pour réussir la diversification de son économie. Et d'un point de vue plus politique, on a pu assister à une prise de conscience de la part du gouvernement. S'il n'agit pas à temps, les conséquences de ces manifestations sont imprévisibles, quand bien même la

population ne souhaite pas aller à l'affrontement. Nous verrons si cela fonctionne dans le temps.

Une plus grande ouverture politique de ces pays est-elle envisageable à terme ?

Oui, mais pas à n'importe quel prix. Différentes expériences politiques se sont très mal finies. Les révolutions ont été écrasées en Libye et en Syrie, provoquant un chaos durable. L'arrivée d'un régime islamique en Égypte a suscité une reprise en main brutale de l'armée. Enfin, la tentative d'instauration de la démocratie dans les années 1990 en Algérie s'est perdue dans la guerre civile. D'ailleurs, le Hirak promouvait l'idée d'un changement de régime par la paix. Le mouvement rejetait clairement la violence. L'espoir qu'il portait reposait sur la possibilité d'un abandon du pouvoir des militaires au profit des civils, sans pour autant être très explicite sur le processus à mettre en œuvre pour obtenir un tel bouleversement. Bref, le réformisme semble souhaité par tous, mais à dose homéopathique ; l'aventurisme politique n'a plus le vent en poupe dans la région. Chacun souhaite d'abord la stabilité politique, en voulant, bien sûr, si possible, y adjoindre la prospérité économique.

Crédits image : Aliou Hasseye via iStock.



Entretien réalisé par Jean-Christophe Noël

Comment citer cette publication

« Luis Martinez : "Au Mali, un scénario se profile, celui d'un compromis tacite selon lequel le religieux prendrait en main le social, tandis que l'économie constituerait le domaine réservé d'une élite liée à la Russie ou à la Turquie" », entretien réalisé par Jean-Christophe Noël, *Le Rubicon*, vol. 6, 24 avril 2026 [<https://lerubicon.org/luis-martinez-au-mali-un-scenario-se-profile-celui-dun-compromis-tacite-selon-lequel-le-religieux-prendrait-en-main-le-social-tandis-que-leconomie-constituerait-le-domain/>].